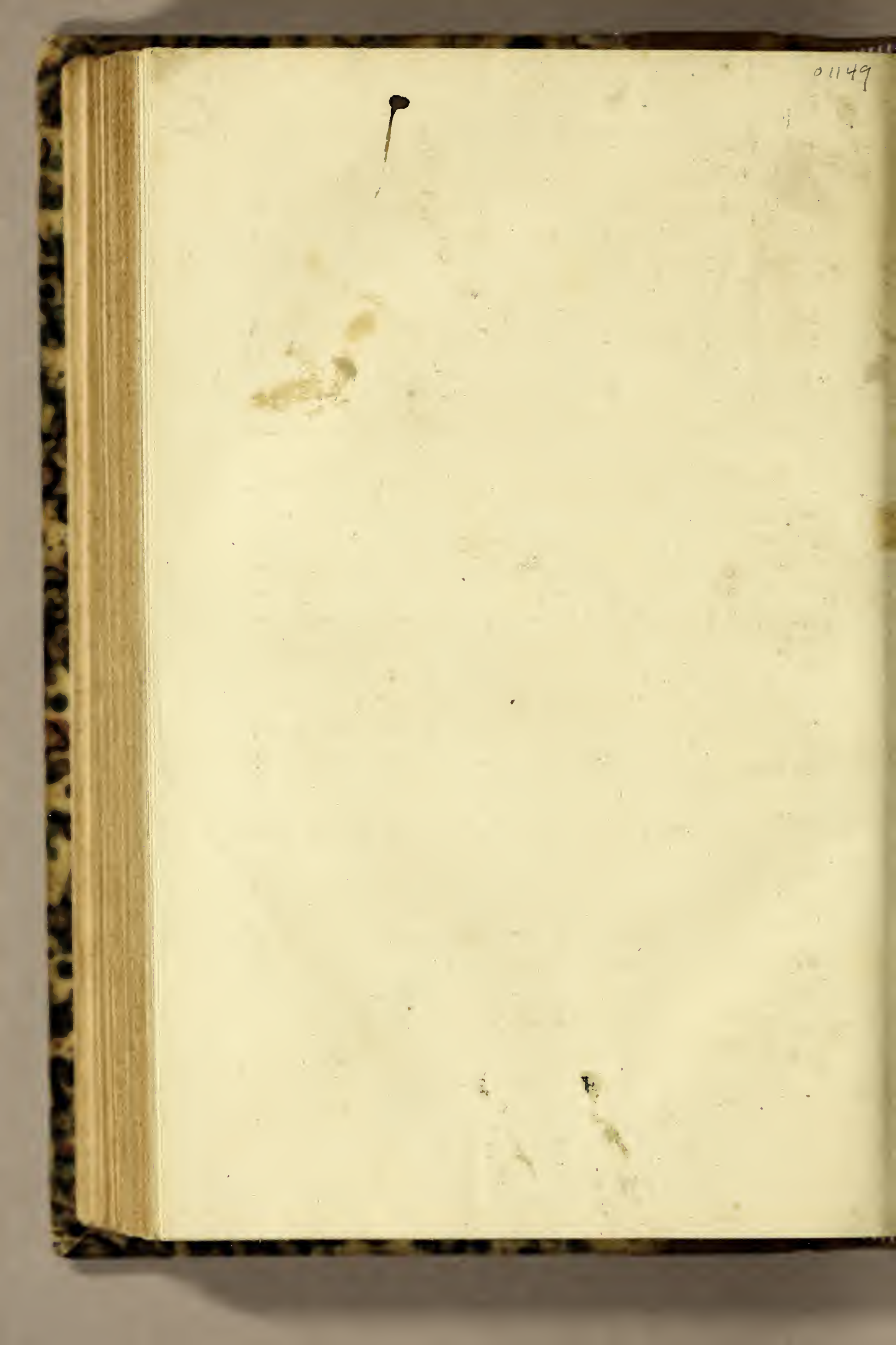

HT


GAUDEO.
John Carter Brown.



N° 1. Turreau. Aperçu des E. U. Paris 1815.
* 2. Moreau de Jonnès. Essai . — " — 1816.
* 3. — " Sur les Geophages — " . 1816.
* 4. — " Monog: du Trigonocephale. 1816
* 5. — " Climat des Antilles . " 1817
* 6. — " Sur la Fièvre Jaune . — " 1817
* 7. Winslow Lewis Phares des E. U. Bordx. 1817
* 8 Observations sur les ouvrages de M. de Pradt . . . . Paris. 1817
9. Petition de M. de Pueh . — " ~~1795~~
10 Les Patriotes Deportés — — " — 1795
11. Rapport sur la Commission etablie à Tabago . . . " ——
12 Compte Rendu par Thounens " 1794
13. Observations d'un habitant des Colonies . . . . . " . 1789
14 Memoire sur la ~~traité~~ des Noirs " ——

14


01149

OBSERVATIONS

D'UN AMÉRICAIN

SUR LES OUVRAGES

DE M. DE PRADT,

SUR L'ÉTAT ACTUEL DE L'AMÉRIQUE.

DE L'IMPRIMERIE DE DIDOT LE JEUNE,
rue des Maçons Sorbonne, n.° 10.

OBSERVATIONS

D'UN AMÉRICAIN

SUR LES OUVRAGES

DE M. DE PRADT,

SUR L'ÉTAT ACTUEL DE L'AMÉRIQUE.



A PARIS,

Chez { Desray, Libraire, rue Haute-Feuille, n.° 4.
Delaunay, Libraire, au Palais-Royal, galerie de bois, n.° 243. }

1817.

INTRODUCTION.

L'INTÉRÊT que paraît prendre l'Europe aux derniers événemens qui ont eu lieu dans les colonies espagnoles m'a déterminé à publier quelques observations sur les ouvrages que M. de Pradt a livrés à l'impression. Je me bornerai à examiner les rapports politiques et moraux qui se rattachent aux troubles qui désolent ce malheureux pays. Je crois inutile d'entretenir le public de tout ce qui est relatif à la statistique, au commerce et aux différentes productions de ces colonies. M. l'abbé Raynal, le général Azara, le baron de Humbolt et M. de Pradt sont entrés à cet égard dans des détails dont j'aime à reconnaître l'exactitude. Le plaisir que j'éprouve à leur rendre cette justice prouvera l'impartialité qui me guide.

Je m'attends à avoir pour juges des gens instruits et éclairés. Ces considérations m'ont d'abord arrêté; mais il est un motif plus puissant qui me détermine. Ayant parcouru récemment cette partie du globe, je rendrai

compte de ce que j'ai vu; je raconterai les faits tels qu'ils se sont passés, et je n'établirai point de système. La conviction intime que je dis la vérité me donne l'espoir d'inspirer de la confiance; ce sentiment sera ma plus douce récompense. Si l'on me demande à quel titre j'entreprends de défendre les colonies espagnoles en Amérique, je répondrai qu'issu de parens espagnols, et né dans ces mêmes colonies, je combats pour ma patrie et pour mon berceau.

OBSERVATIONS
D'UN AMÉRICAIN
SUR LES OUVRAGES
DE M. DE PRADT,
SUR L'ÉTAT ACTUEL DE L'AMÉRIQUE.

DES COLONIES ESPAGNOLES
EN AMÉRIQUE.

En lisant les ouvrages de M. de Pradt, il est impossible que deux idées entièrement contradictoires ne s'élèvent point dans l'esprit du lecteur. D'abord, il s'irritera contre l'Espagne, blâmera le régime établi dans ses colonies; le despotisme qu'elle exerce le révoltera, et, en la voyant fidèle à un plan qui a donné naissance aux troubles qui déchirent ses colonies, il sera porté à justifier l'insurrection que l'on voit éclater sur tous les points, et ne pourra cependant s'empêcher d'en gémir. A ce sentiment en succédera un autre: Comment, dira-t-il, une nation, sous un gouvernement barbare et destructeur, a-t-elle pu faire des progrès si rapides? Comment, en

trois cents années seulement, a-t-elle pu acquérir les mêmes idées, former les mêmes vœux, et s'assimiler aux gouvernemens européens les mieux policés? Je crois que l'on ne m'accusera pas d'altérer le texte de l'auteur que je réfute. Si les colonies espagnoles ont fait des progrès si rapides sous la domination de la métropole, peut-on l'accabler de reproches aussi graves?

Il me semble que l'on devrait avouer que la politique, très-différente des autres sciences humaines, ne peut pas toujours être soumise à des calculs positifs. Si quelques événemens sont probables, n'en est-il pas une foule qui sont toujours imprévus? Comment les hommes les plus sages pourront-ils soulever les nuages qui les entourent, franchir les distances qui les séparent des lieux dont ils nous tracent l'histoire, assigner les causes et connaître les résultats de tous les événemens qu'ils nous rapportent? N'y a-t-il pas une sorte de folie à prendre pour des réalités les fantômes que crée notre imagination? A-t-on le droit de rallier des faits à des idées systématiques et douteuses, et ne vaudrait-il pas mieux convenir qu'il est des points que l'on doit livrer à la discussion, sans espérer toujours pouvoir

les résoudre? Il faut donc convenir que la politique ne ressemble point à l'astronomie, où les mouvemens réguliers et constans des astres annoncent à l'observateur un retour périodique, qu'il peut facilement prédire, puisque leur marche lui est connue.

Je commence par déclarer que l'Espagne n'a pas suivi à l'égard de ses colonies les conseils d'une sage philanthropie. Mais est-elle la seule nation qui se soit trompée sur ses véritables intérêts? Les autres puissances européennes ont-elles accordé à leurs colonies de plus grands priviléges? les ont-elles affranchies du joug de la métropole? Enfin, existe-il une assez grande égalité dans toutes les colonies pour que l'on puisse leur accorder les mêmes droits et y introduire une administration semblable? Je vais tâcher d'examiner ces différentes questions.

L'Espagne était sortie triomphante d'une lutte qui durait depuis sept cents ans; une foule d'actions héroïques l'avait élevée à un haut degré de gloire, et le ciel, paraissant vouloir lui ouvrir une autre carrière à parcourir, permit qu'elle découvrît un nouveau monde. A cette époque elle avait à peine déposé les armes, et elle était encore dans

cet état d'épuisement que l'on ne peut éviter après de nombreuses victoires. Si l'on jette les yeux sur l'état de la civilisation de l'Europe à cette époque remarquable, elle différait beaucoup de ce qu'elle est aujourd'hui. L'urbanité était inconnue, les lettres n'étaient point cultivées, la société n'avait pas cette douceur de mœurs qui depuis est devenue la base de sa morale. La profession des armes était la seule qui pût conduire à la gloire. En se signalant dans cette carrière ; l'Espagne, on ne peut en disconvenir, s'était élevée à la hauteur de son siècle. J'oserai donc dire que l'on n'avait pas le droit d'exiger d'elle davantage.

Une poignée de guerriers s'élance dans un monde nouveau, sur des plages inconnues. La population paraissait immense, mais les habitans de ces contrées semblaient peu éloignés de l'état de nature. Le désir de la gloire détermine ces aventuriers à suivre les ordres du grand homme qui les guide. Ils se mettent dans la nécessité d'affronter tous les dangers, et brûlent leur flotte pour être forcés à vaincre et s'ôter tout espoir de retraite. Si l'on réfléchit que trois cents hommes prennent cette résolution dans un pays dont ils ne con-

naissaient point les limites, au milieu de nations dont ils ignoraient le nombre, et dont ils ne pouvaient mépriser la valeur, on conviendra que l'héroïsme qu'ils montrèrent était très-analogue à l'époque où ils vécurent, et qu'il n'existait pas alors d'autre moyen de soumettre l'Amérique. Je doute que les Français, les Anglais ou les Hollandais, unis par les mêmes sentimens, animés par d'aussi grandes richesses, et entourés de dangers aussi imminens, eussent suivi un autre plan. Sans doute il se commit des excès. Je ne dirai point que la terreur était nécessaire, et je n'entreprendrai point de justifier des crimes. Mais aussitôt que ces pays furent soumis à la domination espagnole, ne vit-on pas les rois d'Espagne occupés à réparer les maux qui avaient pesé sur ces nations, adoucir leur sort et tenter de les mettre à l'abri des insultes et de nouvelles vexations. Toutes les lois, depuis cette époque, tendent à leur donner un bon gouvernement, et toutes les ordonnances royales ont été rendues en leur faveur.

Je crois devoir faire observer encore que, si les autres nations européennes qui entreprirent des expéditions semblables montrèrent un égal courage, elles eussent dû se préser-

ver des excès que les Espagnols avaient commis. Nous regrettons d'être forcés d'avouer qu'ils leur servirent également de modèles. Il y eût eu de la justice de la part de M. de Pradt à ne pas faire porter ses déclamations seulement sur la nation espagnole : les reproches, en pareil cas, doivent être adressés à tous les coupables.

Je ne puis disconvenir que quelques gouverneurs espagnols ont abusé du pouvoir dont ils ont été revêtus. Leur éloignement de la métropole a empêché de faire connaître assez promptement les abus qu'ils avaient introduits dans leur administration, et les peuples qu'ils gouvernaient ont éprouvé des vexations qui n'ont pas toujours été réparées. Mais aussitôt que les rois d'Espagne ont été instruits de ces abus, ils se sont hâtés de révoquer ceux qui exerçaient de pareilles malversations. Quelle est la nation en Europe qui n'a pas vu des vice-rois ou gouverneurs revenir dans leurs foyers jouir des dépouilles dont ils s'étaient enrichis? Nous observerons même que, depuis près de deux cents ans, tous les Espagnols qui ont fait des fortunes considérables en Amérique ont fondé des établissemens de bienfaisance dans ce pays, et les ont dotés. Les monumens

publics de ce genre qui existent en Espagne et en Amérique sont à peu près semblables, et prouvent que ces deux pays jouissent des mêmes avantages.

Le *Code des Indes* pourrait servir de modèle aux nations européennes, à raison de l'humanité et des principes de justice qui y règnent. Partout les Américains sont assimilés aux Espagnols, et, dans quelques circonstances, les premiers sont traités plus favorablement encore.

Je tracerai ici rapidement la nomenclature des établissemens fondés, dans les colonies espagnoles, par la munificence des monarques, ou qui sont dus à la générosité de quelques particuliers. On remarque d'abord des villes magnifiques tracées avec une régularité et décorées avec une magnificence que les plus belles capitales d'Europe offrent rarement. Dans toutes les colonies, il existe des colléges nombreux destinés à l'éducation de la jeunesse. Ces édifices sont en général d'une belle construction, et les soins que l'on donne aux élèves prouvent la vigilance de ceux qui les dirigent. Dans les villes très-peuplées, on a établi des universités, et l'on y professe la philosophie, la théologie, le droit civil et ca-

nonique, ainsi que la médecine et les mathématiques. Je ne parlerai point ici des académies des beaux-arts, des cabinets de minéralogie, et de ces différens établissemens qui prouvent plus souvent le luxe d'un état que l'amour des sciences que l'on y enseigne; mais dans la plupart des colonies espagnoles il existe des écoles gratuites, des maisons d'orphelins, des hôpitaux, etc. Les indigènes y reçoivent les mêmes secours que les Espagnols qui y sont domiciliés. Peut-être doit-on attribuer à la direction parfaite de ces différens établissemens l'espèce d'abandon qu'ont fait les Espagnols de leur mère-patrie. Il est certain que toutes les institutions qui existent en Espagne se retrouvent dans les colonies; l'inoculation, la vaccine y sont introduites, et les talens obtiennent les mêmes encouragemens que dans la métropole. Les souverains espagnols ont senti que les distinctions honorifiques contribuaient autant à orner une monarchie qu'à l'affermir. Ils ne se sont pas bornés à établir des tribunaux. Des Américains ont obtenu des titres qui n'appartenaient, dans l'origine, qu'aux seuls Espagnols; on remarque parmi eux des grands d'Espagne de différentes classes, des grand'croix d'ordres,

des généraux de terre ou de mer, des archevêques, des évêques, des conseillers d'état, des *oidores* ou juges des audiences royales; enfin, soit à titre d'encouragement, soit comme récompense, rien n'a été négligé pour assimiler les colons aux Espagnols.

Je crois qu'il serait inutile d'entrer dans de plus longs détails, et j'espère avoir prouvé que les rois d'Espagne ont répandu leurs bienfaits paternels sur toutes les colonies qui leur sont soumises. J'ajouterai cependant que différentes contributions sont perçues en Espagne avec une grande sévérité, et que ceux qui tendent à s'y soustraire sont punis très-rigoureusement, tandis qu'en Amérique les mêmes droits sont exigés d'une manière moins odieuse, et les contraventions moins sévèrement poursuivies; ce qui prouve assez les intentions bienfaisantes des souverains à l'égard des colonies, et le sentiment de justice et de bienveillance qui les a toujours animés.

S'il m'a été facile de disculper l'Espagne des reproches que l'on a faits à l'administration de ses colonies, je sens que c'est avec plus de fondement qu'on l'a accusée d'avoir mis des entraves au commerce de l'Amérique; mais je crois qu'il faut en assigner les causes

principales aux guerres continuelles que l'Espagne a eues à soutenir, et aux tentatives réitérées faites par toutes les puissances de l'Europe pour s'emparer d'un commerce dont elles enviaient à l'Espagne le trop grand avantage. Peut-être ne doit-on pas dissimuler que le regret de n'avoir pu atteindre le but que l'on se proposait a donné aux plaintes dirigées contre l'Espagne un ton d'exagération dont on ne saurait disconvenir. Je veux croire que M. de Pradt a cependant pardonné à l'Espagne de n'avoir pas adopté le conseil qu'il lui donnait dans son premier ouvrage sur les colonies (*les trois Ages des colonies*, 3 *vol. in* 8.°). de sacrifier la plus grande partie de ses possessions pour conserver celles qu'il voulait bien lui laisser encore.

Je conviens que l'Espagne a souvent exigé que leurs ports fussent fermés aux puissances étrangères; mais lorsqu'elle leur imposait cette loi, elle s'y soumettait également en Europe. Ce n'est point aujourd'hui qu'il faut revenir sur des mesures que l'Espagne n'a pas seule adoptées. A présent une partie des entraves qui existaient dans les ports de la péninsule ont été brisées; chacun d'eux peut servir d'entrepôt, et plusieurs ports des possessions espa-

gnoles en Amérique ont obtenu la permission d'établir des relations commerciales avec l'étranger. J'oserai demander s'il existe une seule puissance sur le globe qui ait fait de meilleurs règlemens, les ait toujours maintenus, et ne s'en soit jamais écartée. Le temps a détruit ou affermi les institutions politiques. L'expérience seule peut leur servir de base.

Si l'on examine avec attention le système colonial suivi par l'Espagne depuis deux cents ans, on rendra justice aux principes d'équité et de modération sur lesquels il est fondé; et, en le comparant à celui des autres nations européennes, il offrira, sous plusieurs rapports, de grands avantages. C'est après ce mûr examen que l'on pourra le juger avec impartialité; et peut-être sera-t-il permis de taxer M. de Pradt d'avoir dicté ses leçons avec hauteur, d'avoir blâmé avec trop de précipitation ce qui ne lui était pas parfaitement connu, et d'avoir substitué l'humeur et la déclamation au ton que prescrit une critique sage et mesurée.

Qu'il me soit permis encore de faire observer que toutes les nations européennes ont adopté le même plan que l'Espagne relativement à leurs colonies. Elles ont toutes voulu

qu'elles dépendissent de leurs métropoles; elles ont toutes désiré recueillir exclusivement les avantages qu'elles offraient, et empêcher les étrangers d'y participer. Il était assez naturel qu'elles voulussent s'indemniser, par de pareils avantages, des frais que nécessitaient leur conservation et leur défense, les guerres dans lesquelles elles entraînent, les naufrages et les dangers auxquels s'exposent ceux qui trafiquent avec elles. Paraîtra-t-il juste d'exiger de l'Espagne un désintéressement dont aucune nation ne lui donnait l'exemple ? Je remarquerai que les Espagnols n'imitent pas les autres peuples de l'Europe, qui ne s'établissent dans leurs colonies que pour en tirer un plus grand produit, les vendent ensuite ou les abandonnent, et se pressent d'apporter en Europe le fruit de leurs exactions. Cette nation, guidée par d'autres sentimens, se fixe dans ses colonies, s'y attache, et renonce souvent à sa patrie. On remarque fréquemment des familles espagnoles qui, depuis trois générations, n'ont point revu la métropole. On sent combien d'avantages offrent de pareils liens; et, si l'on ne peut disconvenir que les usages adoptés par les autres puissances européennes sont nuisibles aux colonies, c'est à la méthode

opposée que l'on doit attribuer l'accroissement rapide et les progrès de la civilisation que l'on remarque dans les colonies espagnoles. Aussi, tandis que ces dernières ont acquis une grande prospérité, l'industrie est languissante en Espagne, et sa population s'est prodigieusement affaiblie.

Aussitôt qu'un Espagnol a acquis une fortune aisée, il cherche à s'allier à une Américaine. Uni alors par les liens du sang à sa nouvelle patrie, il tente d'honorer son nom, et de laisser sa réputation pour héritage à ses enfans. C'est à ces motifs respectables que l'on doit la plupart des établissemens de bienfaisance que l'on remarque en Amérique. On voit par là qu'ils ont été fondés par des Espagnols.

Par une contradiction assez singulière, M. de Pradt reproche à la nation espagnole d'interdire aux étrangers le commerce dans ses colonies. Il avoue ensuite que ceux-ci s'en sont tellement emparés, que les Espagnols ne doivent être considérés que comme des intermédiaires entre les naturels du pays et les puissances étrangères. Si le système exclusif que l'on a établi n'a obtenu qu'un semblable résultat, il faut convenir que l'on ne peut le

considérer comme très-oppressif; et quels avantages les Espagnols auraient-ils conservés s'ils eussent usé d'une moins grande rigueur? N'est-il pas vraisemblable que les Espagnols ne se seraient pas bornés au seul trafic qui leur eût été permis? N'auraient-ils pas tenté de l'étendre ou de l'exercer sans restriction; et les Espagnols auraient-ils pu se maintenir dans les pays qu'ils avaient les premiers découverts? Nauraient-ils pas eu à redouter d'être chassés de leurs possessions en Amérique, comme les Portugais, les Hollandais et les Français l'ont été successivement des Indes orientales, et comme les Espagnols l'ont été eux-mêmes de la Floride et de quelques autres de leurs établissemens?

M. de Pradt montre des connaissances trop étendues sur l'état des colonies pour qu'il n'ait pas senti que l'admission des étrangers conduit presque toujours celles-ci à se détacher de la métropole. Il s'introduit alors des mœurs différentes et des principes religieux entièrement opposés. Les relations commerciales occasionnent des guerres plus fréquentes, et augmentent cet esprit de cupidité qui s'accroît toujours et ne s'assouvit jamais. Si la conquête fait passer sous la domination de l'en-

nemi quelques colonies, la paix ne les rend à la mère-patrie que dans un état de dévastation, et il est rare que leur fidélité ne soit pas ébranlée. Je trace rapidement une partie des maux qu'entraînerait la trop grande facilité des relations commerciales avec les étrangers. Je m'écarterais de mon plan si je présentais ici l'état de subversion qu'éprouveraient différentes branches de l'administration intérieure, l'exploitation des mines, les concessions multipliées, et les priviléges qu'exigeraient bientôt les différentes puissances admises au commerce. Je n'entrevois dans un pareil système que trouble, désordre et confusion.

Si j'opposais M. de Pradt à lui-même, je lui ferais observer que, si les colonies espagnoles ont atteint en si peu de temps *l'âge de virilité*, l'administration n'a donc pas eu tous les torts dont on l'accuse. J'ajouterais que les peuples soumis à la domination de l'Espagne n'envient point le sort de ceux qui dépendent d'autres puissances; que, la plus grande partie de l'Amérique ayant été possédée par l'Espagne, les nations qui lui ont succédé ont admis, en général, les mêmes lois et les mêmes institutions politiques; que les Espagnols se sont empressés de les améliorer, et que les insur-

rections qui se sont manifestées sur différentes parties de l'Amérique méridionale ne peuvent offrir les dangers qu'on leur suppose, la population de ces contrées étant encore trop faible et surtout trop dispersée pour que les progrès des rebelles puissent être rapides; qu'ils n'ont point d'unité dans leurs plans, ne sont point d'accord sur la forme de gouvernement qu'ils veulent adopter, et que différentes castes opposées entre elles ne peuvent jamais être redoutables.

Lorsque la rébellion de *Toupacamaro* éclata, les révoltés ne distinguaient l'origine de personne. Les Européens ou les Américains étaient également l'objet de leur fureur; ils exterminaient les blancs, et regardaient comme leurs ennemis tous ceux qui avaient cette couleur, quelle que fût leur origine. Aujourd'hui même, quand les Indiens du Mexique ou de l'Amérique méridionale ne sont pas assez forts pour se soulever seuls, ils se rangent sous les drapeaux que le hasard leur présente. On les voit dans les camps des royalistes en aussi grand nombre que dans ceux des insurgés, et ils se battent avec le même acharnement pour des intérêts entièrement opposés. Ils ignorent même la cause

qu'ils soutiennent, et la plupart seraient très-embarrassés d'expliquer le motif qui leur a fait prendre les armes. Les métis montrent autant d'indifférence ou de stupidité. C'est ainsi qu'à Buénos-Ayres chaque parti réunit sous ses étendards ceux qu'il croit qui lui seront fidèles, et ne daigne pas même instruire ceux qu'il rallie de la cause qu'ils embrassent.

On doit donc conclure de ce que nous avons dit plus haut que, si les insurgés venaient à triompher, ils ne goûteraient point les fruits que donne la victoire. Les blancs seraient bientôt aux prises avec les Indiens; des flots de sang seraient encore répandus, et aucun des deux partis n'en retirerait le moindre avantage. De nouveaux colons européens viendraient s'établir au milieu de ces insensés, les soumettraient à un joug oppressif, et seraient forcés, pour les dompter, de les accabler de nouvelles calamités.

Je ne puis partager l'opinion de M. de Pradt, lorsqu'il établit que l'empire de la religion n'a de force que parce qu'il est utile au clergé. Les colonies américaines ont conservé une grande obéissance au saint-siége, et l'Espagne est l'intermédiaire qui leur transmet ses décrets. Je ne disconviendrai point que quelques

ecclésiastiques se sont déclarés en faveur des insurgés ; mais la majeure partie a montré sa fidélité à son souverain, et a fait les plus grands sacrifices pour le défendre. D'ailleurs il s'établit une puissance morale au sein même des plus grands troubles ; et lorsque ceux qui jouissent d'une haute considération se déclarent pour un parti, ils sont bientôt suivis de tous ceux qui n'ont pas pris une part active dans les troubles, tandis que les séditieux voient chaque jour décroître leurs forces.

Si je passe en revue les différens points où l'esprit de révolte s'est manifesté, je remarque qu'au Mexique la noblesse, les principaux négocians et les employés du gouvernement n'y ont pris aucune part. A Lima, leur conduite a été la même ; la Havane a montré autant de prudence. Les soulèvemens ne peuvent, en pareil cas, être ni dangereux, ni d'une longue durée. Les mécontens sont hors d'état de corrompre les troupes qui leur sont opposées ; et lorsque la défection s'établit dans leurs rangs, ils ont peu d'obstacles à y opposer. J'examinerai ailleurs comment l'insurrection de Buénos-Ayres s'est affermie, et quels ont été les moyens que l'on a employés pour lui donner de profondes racines.

Je ne puis m'empêcher de regretter toutes les peines que prend M. de Pradt pour démontrer à ses lecteurs que la forme du gouvernement introduite par l'Espagne est très-différente de celle qui était établie lorsque ces peuples avaient leurs anciens souverains. Je crois cependant le gouvernement actuel très-analogue à celui auquel il a succédé. Un vice-roi a sous sa domination un pays immense, tel que le Pérou, par exemple. Un inca portait un autre nom, il est vrai; mais il exerçait la même puissance; il avait sous ses ordres des gouverneurs, etc. Les vice-rois les ont également; ils ont en outre des intendans de provinces, des présidens des audiences royales, des alcades-majors ou leurs subdélégués. Il me semble qu'il faut s'élever avec moins de force contre les mots, lorsque les institutions sont à peu près semblables. Je crois encore devoir faire observer à M. de Pradt qu'il était inutile de mesurer le territoire de Guatemala pour le confondre avec celui du Mexique. Cette province forme une *capitainerie générale*. Elle est ordinairement commandée par un chef militaire d'un rang égal au vice-roi du Mexique. M. de Pradt nous a bien promis des calculs approximatifs; mais, à cette occasion, il a

commis une erreur positive, et il me permettra de la rectifier.

L'auteur que je réfute a peut-être l'intention d'endormir la vigilance de l'Angleterre sur l'état de ses colonies, lorsqu'il prodigue à cette puissance des éloges sur l'administration qu'elle a établie. Ici j'éprouve un embarras pénible; je ne sais si je dois douter de la bonne foi de M. de Pradt, ou le croire mal instruit. Mais il me semble que les peuples ne se croient heureux que lorsqu'ils conservent leurs coutumes et leurs lois; qu'en rendant leur condition plus douce on s'occupe mieux de leur bonheur qu'en substituant un autre gouvernement à celui que l'on a trouvé établi. En jetant un coup-d'œil rapide sur l'état où était l'Amérique lorsque les Espagnols en firent la conquête, il sera aisé de juger si cette nation a abusé de la victoire.

Lorsque les Espagnols pénétrèrent en Amérique, ils eurent à combattre les nations les plus populeuses. Elles formaient de vastes empires; leurs souverains étaient investis d'un pouvoir absolu; la tradition leur accordait une origine céleste; un joug barbare et tyrannique pesait sur les nations qu'ils gouvernaient, et la superstition mettait le comble à tant de maux.

Il est évident qu'aussitôt que les Espagnols eurent affermi leurs conquêtes, ils civilisèrent ces peuples, y introduisirent leur religion, leurs mœurs et leurs lois. Les habitans comparèrent alors leur situation avec l'état où ils étaient plongés; ils trouvèrent leur sort amélioré, et leur fidélité dans plusieurs contrées prouve que ces sentimens ont dans leurs cœurs de profondes racines.

Les Anglais, au contraire, ne trouvèrent point l'homme dans un état de société. Les lieux où ils abordèrent étaient incultes et sauvages. Quelques individus épars se livraient à la vie nomade, n'exerçaient aucun genre d'industrie, n'avaient point de chefs, et n'étaient soumis à aucune loi. L'existence de ces colonies est due à des émigrations européennes. Ceux qui vinrent s'y établir apportèrent leurs lois et leurs usages. Nous chercherions difficilement à concilier cet ordre de choses; il faudrait pouvoir en assimiler les rapports avec l'état des colonies espagnoles avant de le comparer.

Je pense que l'on ne peut disconvenir que les Indiens ont été traités plus favorablement par les Espagnols que par aucune autre nation, puisqu'en ayant un gouvernement ana-

logue à celui auquel ils étaient soumis, ils ont vu l'autorité souveraine modifiée par les lois, et que la religion a établi chez eux des principes de morale et d'équité en même temps qu'elle a détruit un pouvoir arbitraire. Je crois inutile de répéter ici que je ne tente point de justifier les cruautés exercées par ceux qui firent la conquête de ces contrées immenses. Malheureusement l'état de guerre ne s'allie jamais avec un bon gouvernement. On sent parfaitement que des hordes errantes ne purent d'abord goûter les avantages que leur offrait la constitution anglaise, et que des individus arrachés à leurs habitudes, forcés au travail, et privés de leur liberté primitive, furent long-temps avant de reconnaître qu'un tel gouvernement était un bienfait. Les Anglais sont ennemis de la flatterie; je crois qu'ils partageront mon opinion et rejeteront un encens qu'ils n'ont point mérité.

Je ferai remarquer encore que M. de Pradt tantôt fait consister la gloire d'une nation à exercer la souveraineté sur ses colonies, tantôt la trouve à les émanciper, et à se borner à établir avec elles des relations commerciales. Les raisons qu'il nous donne sont assurément excellentes : c'est ce qui m'embarrasse davantage

dans le choix que je dois faire; car ces deux partis sont entièrement opposés.

Le reproche d'oisiveté que l'on fait aux Espagnols me paraît également mal fondé; ce vice s'établit partout où règne l'abondance, soit dans le nord, soit dans le midi. Mais celui qui éprouve des besoins est obligé de se livrer au travail pour les satisfaire. Sous un climat rigoureux, le sol est presque toujours stérile, et exige un travail pénible; tandis que, dans le midi, une végétation active développe rapidement le germe des plantes : la chaleur et des pluies abondantes fécondent la terre, et avec moins de travail on obtient de plus riches produits. Telle est la véritable cause à laquelle il faut reporter l'industrie. C'est par cette raison que les peuples du nord viennent s'établir dans le midi, et que les émigrations opposées sont très-rares. Ce ne sont donc point les nations qu'on doit accuser d'oisiveté; il faut en chercher la cause dans la position où elles se trouvent. C'est par ce motif que les Anglais, en s'établissant au nord de l'Amérique, y portèrent leur commerce et leur industrie. Les Espagnols, au contraire, placés dans des contrées fortunées, recueillirent sans efforts leurs plus riches productions; et lorsqu'ils se retra-

çaient les périls auxquels les avaient exposés d'aussi belles conquêtes, ils se félicitaient d'y trouver si promptement le bonheur et le repos.

Je n'examinerai point ici les règlemens qu'ont faits quelques nations pour établir le monopole et mettre leurs voisins dans leur dépendance : M. de Pradt se croit en droit d'exercer une censure que je ne m'arroge point. J'ai rendu compte de la conduite des Espagnols dans leurs colonies; j'ai exposé des faits; je n'ai point établi de système, et, en réfutant M. de Pradt, je me suis proposé de défendre la nation à laquelle je m'honore d'appartenir : en même temps, j'ai tenté d'éviter de l'offenser. Je désire avoir atteint mon but.

L'auteur des ouvrages récemment publiés sur les colonies est doué d'une imagination brillante; il joint à cet heureux don une rare facilité. De pareilles qualités lui feront trouver des lecteurs sans aucun doute. Mais, après avoir rendu cet hommage à ses talens, il eût été doux pour moi de payer le même tribut à ses recherches.

OBSERVATIONS

SUR

LA SITUATION DE LA RÉPUBLIQUE DE BUÉNOS-AYRES.

L'ENTHOUSIASME est rarement un bon guide; il est fâcheux que M. de Pradt l'ait choisi, car il l'a fréquemment égaré. Le poids que son nom et ses connaissances ajoutent à l'intérêt des écrits qu'il publie me fait une loi de révéler les erreurs où il est tombé. Elles sont tellement fortes, que les habitans de Buénos-Ayres seront étonnés du rôle qu'on leur fait jouer, des idées qu'on leur suppose, et du rang où on les élève. La distance qui nous sépare du lieu où les événemens que décrit M. de Pradt se sont passés devait le mettre en garde contre la véracité de ceux qui les rapportent. Lorsque des partis se déclarent et que des révoltes éclatent, il est difficile de juger avec impartialité ceux qui les fomentent et les dirigent. Ces motifs eussent dû déterminer M. de Pradt à ne pas recueillir légèrement les renseignemens qu'on

lui a procurés, à les comparer entre eux, et à rechercher l'opinion et les intérêts de ceux qui les lui transmettaient. Alors il n'eût pas admis comme des faits positifs des anecdotes controuvées; il n'eût pas peint avec des couleurs si fortes la situation malheureuse des Portugais à Monte-Video, et il n'eût pas accordé si gratuitement la plus grande prépondérance à la république de Buénos-Ayres.

Lorsque les Portugais entrèrent à Monte-Video, ils n'éprouvèrent aucune résistance. Je n'examinerai point ici les motifs qui leur firent abandonner cette facile conquête; mais il est certain que ce ne furent point les insurgés qui les déterminèrent par leurs puissans efforts à évacuer cette place. En rapportant les faits tels qu'ils se sont passés, ils gagneront, sous le rapport de la vérité, tout ce que l'intérêt du sujet doit y perdre.

Aussitôt que le général Lecor eut débarqué avec les troupes qu'il commandait, il se porta sur Maldonado, et s'en empara. Le despotisme sanguinaire et les atrocités journalières qu'exerçait *Artigas* déterminèrent les habitans de Monte-Video à engager les Portugais à entrer dans leurs murs. Ce ne fut point par attachement pour cette nation qu'ils se portèrent à

cette démarche mais; lassés du joug odieux auquel ils étaient asservis, ils cherchaient à le briser, et ils n'en conçurent l'espoir qu'en implorant le secours de ceux qu'ils eussent regardés comme leurs ennemis dans un autre ordre de choses. Artigas n'était point alors à Monte-Video; il s'était mis à la tête de quelques troupes qu'il fatiguait inutilement, en les mettant à la poursuite d'un ennemi qu'il ne pouvait atteindre; il dévastait les pays sur lesquels il passait, et rendait son nom odieux dans tous les lieux où il se faisait connaître. En s'éloignant de Monte-Video, il avait confié le commandement de cette place à son lieute-Barreiron, jeune homme présomptueux, sans expérience, et dénué de tous les tālens nécessaires pour résister à des troupes réglées. Ce fut au moment où le général Lecor se présenta devant Monte-Video qu'Artigas pénétra dans cette ville avec trois ou quatre de ses affidés.

On ne disconviendra pas que, si les habitans de Monte-Video se jetèrent dans les bras du général Portugais après avoir imploré son secours, ils en eussent fait autant, si des troupes espagnoles eussent été à leurs portes. Ce n'était point un esprit de révolte contre l'Es-

pagne qui les portait à se ranger sous la domination du Portugal, mais ce sentiment généreux qui détermine tous les peuples à briser les fers dont on les accable.

Ceux qui blâment l'administration espagnole n'ont pas connu l'abondance et la fertilité de la province de Monte-Video. Tout ce que les poëtes ont dit de plus merveilleux serait ici au-dessous de la vérité. Un printemps perpétuel y règne encore, mais des troupeaux immenses ne couvrent plus ces belles plaines, émaillées de fleurs et de fruits. Une foule d'oiseaux s'y faisaient entendre, et tout ce qui était nécessaire à la subsistance des habitans enrichissait la terre de ses dons. On se rappelle encore qu'une vache coûtait trois francs, et aucun droit, aucun impôt n'était perçu. Le pain était à bas prix; la conscription n'était pas établie, et le service militaire des *quintos* était inconnu. Aujourd'hui toutes ces vexations pèsent sur ce peuple infortuné; l'assassinat y est blâmé quelquefois, mais il n'est jamais puni. Il fait même partie du code qu'Artigas a établi; sa tyrannie est atroce, elle accable les Européens comme les Américains; la probité et la fortune sont des torts à ses yeux: aussi poursuit-il lâchement tous ceux qui en

jouissent. Chaque trait de son caractère décèle sa férocité et les occupations de sa jeunesse. Il fut d'abord voleur de grand chemin, se souleva ensuite contre ceux dont il avait été le complice, et s'étant mis à la tête d'un parti considérable, il s'est fait proclamer général, ou roi de la rive septentrionale du Rio de la Plata.

Artigas a inventé ou mis en usage les supplices les plus cruels. Lorsque les guerres civiles ont éclaté, tombait-il entre ses mains un prisonnier distingué du parti de Buénos-Ayres, il le faisait attacher sur quatre pieux par les pieds et par les mains. Il restait ainsi exposé aux ardeurs du soleil et à l'humidité de la nuit : on ne le détachait qu'après un délai fixé, et presque toujours il était sans vie. D'autres fois il faisait envelopper le prisonnier dans un sac de cuir trempé dans l'eau ; on l'exposait ainsi au soleil, et le cuir, en se rétrécissant, causait des douleurs inouïes au malheureux qui y était renfermé. La plume se refuse à retracer de semblables horreurs.

On conçoit que, sous un pareil gouvernement, il ne peut exister aucune bonne foi : aussi en toute occasion elle est violée, et les étrangers ont autant à s'en plaindre que les

habitans. Il y a peu de temps que le commodore Bowles, chef d'une escadrille anglaise qui croisait dans ces parages, envoya une corvette anglaise à Monte-Video, afin de réclamer une somme considérable confisquée sous les prétextes les plus frivoles, ainsi que le brick d'un capitaine anglais. Ce bâtiment fut rendu; mais il n'obtint qu'une partie de l'argent qu'il réclamait. Dans ce nouveau gouvernement, tout était soumis à l'arbitraire. Lorsque l'on manquait d'armes ou de numéraire, Artigas s'emparait des magasins de cuirs ou de suif des particuliers; mais il ne s'engageait pas à les indemniser, puisqu'il n'en avait pas l'intention. C'est sous ce rapport seul qu'il montrait de la franchise. Tels sont le code de cette nouvelle république, ses mœurs et son administration. Partout où les colonies sont insurgées elles ont adopté les mêmes principes, et ne diffèrent entre elles que sur des points peu importans.

Je veux croire que ceux qui ont exalté les auteurs de tant de maux ont ignoré les crimes dont ils se sont souillés; qu'ils ont pris leurs vœux et les rêves de leur imagination pour remplacer des faits qui ne leur étaient point connus. C'est ainsi que je puis excuser les

éloges qu'ils leur prodiguent et les prédictions pompeuses qu'ils publient. S'ils étaient mieux instruits, ils gémiraient de voir l'Amérique en proie à de pareilles horreurs ; ils s'éleveraient avec force contre les brigands qui la désolent; ils verraient son commerce paralysé dans sa source, la civilisation retardée, et ils conviendraient que les vices se multiplient au milieu de l'anarchie. Revenus de leur erreur, ils peuvent s'honorer encore en avouant que leurs yeux sont désillés, et en rendant hommage à la vérité.

M. de Pradt (page 47 de son ouvrage sur les trois derniers mois de l'Amérique) fait un éloge fastueux de Buénos-Ayres. Combien il se le reprocherait, si la situation de ce pays lui était connue ! Combien il se hâterait de le rétracter ! Il regretterait, j'en suis sûr, les erreurs qu'il a commises dans le tableau qu'il a tracé. Pour moi, qui ai quitté récemment cette ville, le livre que je cite m'a échappé des mains, et j'ai vu combien il est aisé de s'égarer quand on établit ce que l'on suppose à la place de ce qui existe.

M. de Pradt ne se borne pas à comparer la république de Buénos-Ayres aux États-Unis d'Amérique ; il lui donne l'avantage sur la

florissante Tyr, l'immortelle Carthage et la puissante Alexandrie. M. de Pradt a donc oublié les hauts-faits d'armes qui ont distingué les Anglo-Américains pendant la guerre qu'ils ont soutenue pour obtenir leur indépendance, la constance de leur cabinet, le courage de leurs guerriers, l'union intime entre toutes les provinces qui composent aujourd'hui cet état ? Il n'a pas rendu justice à la supériorité de leurs lumières et au degré de civilisation que ces colonies avaient atteint. Je conviens que la ville de Buénos-Ayres a repoussé glorieusement l'invasion des Anglais; mais cette ville alors était sous l'autorité espagnole, et je ne puis accorder aux insurgés une résistance honorable antérieure à la forme de gouvernement qu'ils ont établie.

Je ne cherche point à affaiblir la gloire que la ville de Buénos-Ayres s'est acquise à cette époque; mais je ferai observer que les Anglais furent également repoussés de Carthagène, ainsi que de plusieurs des îles Antilles et de toutes les possessions espagnoles où ils se présentèrent. M. de Pradt ignore-t-il que c'est, au contraire, sous le gouvernement qui existe aujourd'hui que le brave Liniers a été condamné par un décret des insurgés au dernier

supplice, et qu'Alzaga, ce négociant espagnol qui avait excité ses concitoyens à s'armer pour repousser les Anglais, a été livré aux bourreaux par un décret semblable.

Je déclare hautement que, si l'Espagne forme une expédition pour délivrer Buénos-Ayres, loin d'éprouver les revers qu'on ose lui prédire, elle aura le plus grand succès. Ce sera avec empressement que les Espagnols et leurs partisans recevront les secours que leur enverra leur mère-patrie. On les verra se ranger sous les drapeaux que l'on viendra développer sous leurs murs, resserrer les liens qui les ont unis autrefois, et prouver, par leur fidélité, leur attachement au gouvernement espagnol et leur aversion pour ceux qui les oppriment. Ne faudrait-il pas se méfier de ses conjectures, quand c'est à deux mille lieues qu'on les établit et sur des relations erronées?

Je releverai encore une erreur dans laquelle est tombé l'auteur de l'ouvrage sur les colonies. Il suppose la partie rebelle de la vice-royauté de Buénos-Ayres peuplée d'un million et cent mille habitans. Elle excède à peine sept cent mille, en y joignant la partie du Paraguay en insurrection, Santa-Fé, Cordoue du Tucuman, Salta, Mendoza, et Buénos-

Ayres, dont la population est de cinquante mille âmes. Quant à Monte-Video, elle en a plus de vingt mille; les autres villes à peu près dix, et Santa-Fé à peine trois. En admettant l'état de population que je présente, ces différentes villes auraient cent trente mille habitans. Or, est-il vraisemblable qu'il y eût cinq cent soixante-dix mille habitans dans des plaines immenses à la vérité, mais presque désertes, qui ne sont guère peuplées que dans les parties les plus rapprochées des villes que j'ai désignées?

Depuis l'affaire de Sipesipe, où le général Pezuela mit en déroute les forces des insurgés commandées par un directeur de Buénos-Ayres nommé Rondeau, la partie du Pérou qui dépend de la vice-royauté de Buénos-Ayres est rentrée sous la domination espagnole. Elle est beaucoup plus peuplée que les provinces limitrophes du Rio de la Plata. La population du Potosi seule est plus nombreuse que tous les blancs réunis. On doit juger, d'après cela, de la situation où se trouvent les indépendans.

L'état moral de Buénos-Ayres n'offre pas un tableau très-satisfaisant. Le désir d'obtenir des emplois afin d'exercer des vexations, pour se

livrer ensuite au désordre et aux passions les plus honteuses, est le mobile principal de tous les ambitieux. Autrefois les jeux de hasard étaient défendus; le directeur Alvarez les a autorisés, et on joue publiquement. Il a pensé que cette tolérance augmenterait son parti, et il s'est peu soucié des maux qui peuvent en résulter. Il y a sûrement des gens vertueux à Buénos-Ayres ; mais on sait que, lorsque les troubles éclatent, ceux-ci en gémissent et attendent en silence le moment où on viendra les délivrer.

Je soutiendrai toujours que la religion n'a jamais été un obstacle à la civilisation, et qu'il ne faut pas la confondre avec la superstition, dont la tyrannie a toujours su s'appuyer. C'est en vain qu'une fausse philosophie cherche à les confondre. Comment les principes moraux qui découlent de la religion catholique pourraient-ils nuire aux progrès des lumières? C'est dans les parties de l'Europe où elle est le plus anciennement professée que les sciences, les lettres et les arts ont fait les progrès les plus rapides.

Dans l'état actuel où est Buénos-Ayres, il est impossible d'y trouver une opinion générale. Je crois cependant le parti espagnol le plus

puissant. Ceux qui le composent sont éclairés, jouissent des avantages de la fortune, et sont les plus considérés de cette ville. Les femmes ont montré constamment leur attachement à la maison de Bourbon. En vain les patriotes ont tenté de comprimer leurs sentimens. Il existe un parti portugais qui a fait des propositions à la cour du Brésil; mais je dois déclarer que ces ouvertures n'ont jamais été accueillies. Je crois inutile d'entrer dans de plus grands détails à cet égard. D'ailleurs on doit sentir que ce parti est formé de ceux qui ont perdu l'influence dont ils ont joui et qui la regrettent, et des patriotes exagérés, qui craignent de se retrouver sous la domination espagnole, et qui verraient dans le changement de domination le double avantage de se soustraire à la vengeance de l'Espagne, et de se maintenir dans les postes qu'ils occupent.

Dois-je parler ici d'un parti qui se déclare en faveur d'une dynastie du nord? Il est composé de ceux qui ont voyagé en Europe, et les idées qu'ils en ont rapportées leur donnent une haute idée de leur politique. Quelques-uns voudraient rendre le trône aux descendans des anciens incas, abolir la langue castillane, et rétablir celle que l'on nomme *qui-*

chua ou *guarani*. Cette faction est connue sous la dénomination de *belgraniste*. Elle est composée d'un petit nombre d'ecclésiastiques et de quelques gens distingués du Pérou, qui prétendent être issus de la maison qui régnait autrefois. Enfin il existe un parti qui voudrait être gouverné par un prince de la maison régnante en Espagne. Ceux-ci le reconnaîtraient pour souverain après avoir transigé avec lui. Ce plan doit son origine à un directeur nommé Alvear. Il forma d'abord le projet de rendre sa patrie indépendante; et, dans le cas où elle ne serait pas assez puissante pour soutenir le gouvernement qu'il voulait y établir, il conçut l'idée de lui donner un souverain qui y fixerait sa résidence.

Ce qui prouve l'anarchie la plus complète, c'est la multiplicité des factions. L'une veut étendre sa domination sur toutes les provinces qui l'avoisinent : celle-ci est la plus adroite et la plus difficile à réprimer; elle désigne le gouvernement républicain, qu'elle veut établir sous le nom de *capitolisme*. Une autre veut prendre pour modèle les Anglo-Américains, et propose le fédéralisme : elle est plus puissante dans les provinces insurgées qu'à Buénos-Ayres. Une troisième faction dé-

sire que Buénos-Ayres se déclare anséatique, et, s'isolant des provinces qui l'entourent, ne s'occupe que des avantages de son commerce. Ce système doit son origine au congrès de Tucuman, où il fut proposé de rétablir l'empire des incas, et de fixer dans la ville de Cusco la résidence du souverain. Il est enfin un dernier parti dans lequel s'est jeté la masse du peuple. Il regarde avec assez d'indifférence tous les événemens; et il est décidé à ne leur opposer aucune résistance : on les nomme *quiétistes*.

D'après le tableau que je viens de présenter au lecteur, on peut juger s'il est facile de prédire à ces peuples de brillantes destinées; si l'on peut admirer leur constitution, et si leur situation mobile ne doit pas déjouer les calculs de ceux qui voudraient tirer leur horoscope. J'aurais pu citer encore d'autres factions, mais cette nomenclature eût été fastidieuse. Il en est une cependant que je ne puis passer sous silence, parce que ce n'est pas seulement en Amérique qu'elle m'a paru nombreuse, c'est celle qui attend chaque événement pour changer d'opinion et de parti.

Le peu d'union que l'on remarque parmi ceux que nous avons désignés suffirait pour

paralyser des efforts mieux combinés; mais une cause ancienne leur porte une atteinte sensible. La richesse de Buénos-Ayres, sa population, et le degré d'élévation où elle était parvenue, a toujours excité la jalousie des villes et des provinces qui l'avoisinent. Elles la regardent comme l'auteur de leurs maux, les lui reprochent, et ne peuvent se décider à passer sous sa domination. Elles tenteront tous les moyens possibles pour s'y soustraire. On peut donc être assuré que cette république naissante porte dans son propre sein le germe de sa destruction. L'Espagne n'aura aucun besoin de faire de nombreux armemens pour hâter sa ruine.

Lorsque les différens états qui composent cette république voulurent former un congrès, ils résolurent de le rassembler dans la ville de Tucuman. Buénos-Ayres même appuya cet avis. Elle craignait que les représentans ne refusassent de se rassembler dans ses murs, et que l'on ne redoutât sa prépondérance. Malgré toutes ces précautions, plusieurs provinces n'envoyèrent point au congrès leurs députés. Quelques-unes n'accédèrent à cette réunion que sous différentes conditions qu'elles imposèrent, et les députés de la pro-

vince de Cordoue s'élevèrent avec force contre l'autorité que semblaient s'arroger ceux de Buénos-Ayres. La désunion s'accrut à un tel point, que ce congrès se sépara sans avoir pu s'accorder sur aucun point; et, sous prétexte que l'armée royaliste s'approchait de Salta, le congrès déclara qu'il était dissous, et nomma une commission composée de quelques-uns de ses membres. On lui enjoignit de s'établir à Buénos-Ayres, et d'ouvrir ses séances au mois de février de cette année.

Si l'on examine la manière dont on rend la justice, on remarquera que les juges ne suivent d'autres guides que leurs caprices et leurs intérêts. Tantôt ils reconnaissent le code espagnol et s'en servent pour infliger des peines; tantôt ils le déclarent inconstitutionnel, et ils le repoussent : aussi l'or fait presque toujours pencher la balance, et décide toutes les questions. Les finances sont dans le plus grand désordre; le trésor est vide, et l'ignorance de ceux qui sont à la tête du gouvernement est telle, qu'elle égale leur présomption. Hors d'état d'embrasser un système et de le suivre, ils ne veulent pas même être éclairés sur des matières qui leur sont entièrement étrangères.

Il faut observer que la vice-royauté de Buénos-Ayres a toujours très-peu rapporté à l'Espagne. La situation géographique de cette province, les communications qu'elle facilitait avec le Pérou, et surtout cet orgueil national qui s'oppose à ce que l'on renonce facilement aux conquêtes que l'on a faites, ce sentiment, plus que toute autre considération, déterminait l'Espagne à conserver ces provinces. Depuis qu'elles sont en état d'insurrection, on a maintenu les mêmes impôts et les mêmes droits, mais l'administration est bien plus vicieuse. Il est aisé de s'imaginer le désordre affreux où se trouve un pays qui pourrait à peine maintenir les frais d'administration dans une sorte d'équilibre en temps de paix, et qui se voit, à raison des guerres qu'il a à soutenir, entraîné dans des dépenses infiniment plus fortes. Il a fallu user des moyens les plus violens pour se procurer de l'argent. Aussi les Espagnols établis à Buénos-Ayres et dans les provinces soumises à la domination de la république ont éprouvé les vexations les plus inouïes. Plusieurs ont été chargés de fers, traînés dans des cachots, menacés de la confiscation et de la vente publique de leurs propriétés. Je dois convenir que ces mesures vio-

lentes n'ont plus lieu aujourd'hui; les chefs du gouvernement actuel ont plus de modération que leurs prédécesseurs. Cependant ils sont forcés de surcharger de contributions les Européens, parce qu'ils sont les plus laborieux, et les seuls qui puissent verser de l'argent dans les caisses publiques.

On s'imaginerait à tort, après ce que je viens de dire, que la situation des indigènes soit très-brillante. On a mis des droits considérables sur les articles de consommation; le pain était autrefois à vil prix; il est maintenant à un taux très-élevé. L'état de guerre a forcé d'enlever beaucoup de bras à l'agriculture et aux métiers, ce qui a fait hausser le prix du travail, et, dans le mode d'impôts qui a été établi, on a imité l'Angleterre, sans s'occuper d'accroître les capitaux ou d'en créer de nouveaux.

Les négocians sont forcés de se livrer à la contrebande, et, pour se soustraire aux peines rigoureuses que devrait leur infliger le gouvernement, ils la font d'accord avec les douaniers. Il en résulte que les contraventions sont énormes, et les amendes ainsi que les droits presque nuls. Dans cet ordre de choses, l'armée ne peut être payée; les chefs seuls ont l'adresse ou les moyens d'obtenir ce qui leur est

dû ; les officiers des grades inférieurs voient des années entières s'écouler sans recevoir leurs appointemens ; on donne au soldat cinquante sous de France par semaine, somme excessivement modique en Amérique. Aussi le mécontentement et la désertion sont à leur comble.

Les employés civils ne sont pas mieux traités ; ceux qui habitent les villes et qui occupent les premières places du gouvernement sont payés assez exactement ; mais ceux qui sont éloignés éprouvent les plus grandes difficultés à l'être, et se dédommagent de cette inexactitude en commettant des injustices. Si l'Espagne veut les maintenir dans les places qu'ils occupent, ils se hâteront de donner l'exemple de l'obéissance.

Tel est l'état actuel de ce pays, autrefois si florissant. Ceux qui l'ont parcouru en même temps que moi ne m'accuseront pas d'exagération. C'est leur témoignage que je réclame, et je l'opposerai aux conjectures des apôtres et des défenseurs de la rébellion.

Lorsque le général Lecor arriva à l'embouchure de la rivière de la Plata, le parti portugais qui existait à Buénos-Ayres venait de succomber, événement très-ordinaire dans

les guerres civiles. Le commandement de Buénos-Ayres fut confié alors au brigadier Pueyrredon, qui envoya au général Lecor le colonel Vedia pour lui demander les motifs qui l'avaient porté à conduire les troupes portugaises sur les rives de la Plata. Le général Lecor ne donna que des explications très-vagues, et dont le gouvernement de Buénos-Ayres n'eut pas sujet d'être satisfait. Mais, à cette époque, il n'y avait que douze cents vétérans dans la ville, et l'on sentit que l'on ne pouvait opposer aucune résistance. On se décida alors à rester dans l'inaction et à attendre l'événement. Les gens sensés pensèrent généralement que cette invasion était combinée avec l'Espagne. Ils calculèrent qu'ils seraient délivrés de leurs oppresseurs. Cette opinion détermina à ne faire aucun préparatif pour se défendre. Plus de mille Portugais établis à Buénos-Ayres continuèrent leur commerce, et on se garda bien alors de tenter de s'y opposer. Le gouvernement craignait d'augmenter le nombre des mécontens, et qu'ils n'appelassent leurs compatriotes à leur secours.

A la même époque, on attendait quelle serait l'issue de l'expédition du Chili, et le

gouvernement n'osait point offrir des secours à Certigas. Il devait cependant calculer que les dangers auxquels ce dernier était livré allaient bientôt menacer Buénos-Ayres. Pour s'y opposer, les directeurs prirent une étrange résolution. Sans avoir égard au droit de propriété, ils obligèrent tous ceux qui possédaient des esclaves à les envoyer s'exercer dans un lieu qui leur fut désigné : on donna à ce corps le nom de *légion africaine*. On doit sentir quelle était la situation où se trouvait Buénos-Ayres pour employer de pareils moyens de défense : car quel motif avait-on de compter sur la fidélité de ces esclaves ? En même temps on convoqua une *junte* chargée d'aviser aux moyens de transporter en *entier* la population de Buénos-Ayres, en cas d'invasion. Ne doit-on pas être étonné de voir proposer de semblables mesures dans un pays presque désert, dépourvu d'eau, et qui n'offre aucun point de défense? car telle est la partie méridionale du Rio de la Plata. Si l'on considère qu'un pareil plan devait être exécuté par des familles nombreuses arrachées au luxe et à la mollesse, que leur patriotisme était très-douteux, et qu'elles étaient presque toutes divisées d'opinion, on jugera si un tel projet pou-

vait être exécuté, et s'il ne décèle pas la plus grossière ineptie.

D'après ce que j'ai exposé, ne paraîtra-t-il pas évident à tout homme sensé que la république de Buénos-Ayres ne doit pas son existence au courage et aux talens de ses chefs, mais uniquement à ce qu'elle n'a pas été attaquée; j'hésite même à déclarer qu'elle existe, puisqu'il est prouvé qu'elle est dans le dénûment le plus absolu. Je ne parle point de l'expédition antérieure du général Vigodet, parce qu'à cette époque il s'était réuni une foule d'aventuriers de toute espèce à Buénos-Ayres, et qu'elle pouvait opposer alors des moyens de défense bien plus considérables que ceux dont on se servait pour l'attaquer.

Si nous examinons l'état des forces de la république de Buénos-Ayres dans le Pérou, nous les voyons réduites à plier devant un corps d'un peu plus de trois mille hommes, composé d'Américains en grande partie commandés d'abord par *Goyeneche*, général américain, natif d'Aréquipa ; et lorsque ces mêmes troupes ont été sous les ordres du général Pezuela, les insurgés ont toujours été mis en déroute et forcés de se retirer. Ces faits me déterminent à être d'un avis différent de M. de

Pradt, et à ne pas croire les troupes royalistes circonscrites dans la ligne qu'il leur trace. Je doute également que les villes qu'il cite aient pris parti pour les insurgés. Il est très-vraisemblable que ces derniers ont des amis dans ces différentes villes, et qu'ils attendent les événemens pour se déclarer.

On se rappellera que j'ai dit plus haut que la république de Buénos-Ayres avait réuni tous ses efforts contre le Chili. Elle donna même ordre à Belgrano, qui commandait l'armée dite du Pérou, campée entre le Tucuman et Salta, de rejoindre Saint-Martin. Ce corps, à peine de deux mille hommes, était dans le dénûment le plus affreux. C'est à l'habileté et aux talens militaires du général Saint-Martin que l'on doit attribuer les succès que l'on a eus sur ce seul point. On ne peut disconvenir que Saint-Martin ne soit très-supérieur à tous ceux qui ont eu des commandemens parmi les insurgés. Cette expédition, confiée à tout autre, n'eût pas eu le même résultat. Il faut observer aussi que ses forces étaient plus considérables que celles que lui opposèrent les royalistes, et que, les ayant dispersées, il lui fut facile d'en triompher. Mais le brigadier Osorio, avec deux mille hommes,

seulement qu'il avait rassemblés, revint dans ces mêmes contrées et battit les insurgés, quoi qu'ils lui fussent supérieurs en nombre. Il est vrai qu'à cette époque Oigens et Carréras étaient à la tête de deux factions très-divisées entre elles. On doit encore observer que, dans toute l'Amérique, les guerres d'invasion sont faciles ; les habitans vivent dans la plus grande ignorance des motifs qui occasionnent ces dissensions, et remarquent parmi les royalistes, comme dans les camps des insurgés, que la même langue, les mêmes usages y sont établis. Ils passent sans résistance sous le joug qu'on leur impose. On ne doit pas être étonné de leur conduite, puisqu'on l'a vue suivie par des nations européennes bien plus civilisées.

Je ne puis, je l'avouerai également, partager l'opinion de M. de Pradt lorsqu'il applaudit au renvoi de l'évêque et du clergé du Chili. Une semblable mesure a été très-fausse, et elle a beaucoup nui à la cause des insurgés. Il existe en Amérique, comme en Europe, une grande division dans les opinions politiques, et chacun y soutient celle qu'il a embrassée avec autant de violence. Mais depuis trois cents ans la religion catholique est la seule qui y ait été intro-

duite ; les deux partis la reconnaissent, même quand ils la pratiquent mal. La persécution que l'on a exercée contre le clergé du Chili a été excessivement désapprouvée, et je ne crains pas d'affirmer qu'elle sera un des motifs les plus assurés de faire rentrer cet état sous la domination espagnole. Les insurgens ayant voulu accabler de vexations l'évêque de Cordova du Tucuman, cette province en témoigna hautement son mécontentement, et depuis ce temps elle est restée très-fidèle à l'Espagne.

Je pourrais citer encore, comme une des causes de la soumission future du Chili à l'Espagne, l'antipathie et la haine qui existent depuis long-temps entre cette province et Buénos-Ayres. Les habitans du Chili établis dans cette ville, ayant appris que l'on tentait une expédition contre leur patrie, formèrent le projet de s'opposer aux succès de la république de Buénos-Ayres, et concertèrent entre eux les moyens dont ils pourraient se servir pour les empêcher de s'en rendre maîtres : mais il était trop tard, et ils ne purent atteindre leur but. D'ailleurs les factions d'Oigens et de Carreras sont dans une opposition constante, et c'est en vain que l'on tentera de les réunir.

En lisant dans les ouvrages de M. de Pradt

que les corsaires de Buénos-Ayres bloquent le port de Cadix, on est porté à croire que cette nouvelle république a déjà enfanté une marine qui rivalise avec celle d'Espagne. On commettrait une étrange erreur si l'on adoptait cette opinion. Le directeur Alvarez, calculant uniquement l'avantage momentané que Buénos-Ayres pourrait en retirer, expédia des patentes qui autorisaient à aller en course tous les armateurs, qui paieraient une certaine somme à la république. Plusieurs étrangers s'empressèrent d'en solliciter; ils formèrent à la hâte des équipages composés de gens sans aveu, et la plupart couverts de crimes. Des déserteurs de toutes les nations s'empressèrent surtout de se faire inscrire, et cette flottille eut ensuite pour but de nuire au commerce de l'Espagne. Mais elle s'écarta bientôt de son institution, et attaqua toutes les puissances de l'Europe; ce qui a beaucoup contribué à indisposer les esprits contre la nouvelle république, qui en a retiré, comme on le sait, de très-faibles avantages. Ces pirates ont fait des prises à la vue de Cadix sans bloquer son port, et ils en ont fait également sur les côtes de France; ce qui prouve clairement qu'ils ne sont guidés que par l'esprit de rapine auquel ils sont livrés:

car leur intérêt politique eût dû leur faire sentir le danger auquel ils s'exposent en augmentant encore le nombre de leurs ennemis.

Pendant que M. de Pradt admire les talens de la république de Buénos-Ayres et lui prodigue de si grands éloges, ceux qui la gouvernent paraissent s'efforcer de s'en rendre indignes. Ils blâment les Français de leur soumission au gouvernement établi, voient avec regret la maison de Bourbon remontée sur le trône de France. Ainsi tout porte à croire qu'il y aurait une grande imprudence à appuyer l'indépendance d'un parti qui se montrera toujours en opposition, par ses principes et par sa conduite, avec les gouvernemens coloniaux adoptés par toutes les puissances européennes.

Jusqu'à ce jour nous avons vu que l'équité servait de base à la politique de tous les cabinets. La force a quelquefois obligé à plier sous le joug; mais aussitôt qu'elle a cessé de se faire sentir avec la même violence, la justice est rentrée dans ses droits, et l'on a toujours vu qu'elle reprenait son empire. C'est à elle que l'Espagne ne cessera de s'adresser; elle lui devra sans doute le retour à l'ordre et à l'ancien état de prospérité dont jouissaient

autrefois ses colonies. Tels sont les sentimens que nous regrettons de ne pas voir partagés par un homme qui occupe un rang élevé dans la société ; qui doit, à raison du ministère dont il est revêtu, prêcher la soumission, désirer la paix, et montrer moins d'amour pour la liberté, quand elle prend sa source dans la rébellion.

Si l'on admettait les motifs que présente M. de Pradt pour former un congrès qui déciderait des colonies espagnoles, quelle serait la puissance qui pourrait rejeter une pareille mesure, si on la lui proposait ? L'Espagne est-elle la seule qui veuille établir un système exclusif? Est-elle la seule qui compte un grand nombre de mécontens dans ses colonies ? Bientôt on verrait les nations qui habitent les rives de l'Inde s'adresser au congrès continental, se plaindre de la souveraineté que l'on exerce dans les contrées qu'elles habitent. Les députés de l'Irlande viendraient y réclamer leurs droits. Peut-être même verrait-on une partie des peuples qui sont sur les bords de l'Elbe exposer leurs titres à une souveraineté indépendante, et demander une constitution conforme à leurs idées politiques et religieuses.

Au lieu d'accuser l'Espagne d'avoir établi un mauvais système colonial, ne serait-il pas plus juste de déplorer son sort, et de faire sentir que, pendant que son héroïsme l'affranchissait du joug qu'on voulait lui imposer, sa marine était négligée, ses arsenaux dégarnis, son commerce anéanti, et qu'elle était uniquement occupée alors à se défendre ? Elle ne pouvait à cette époque communiquer avec ses colonies, pourvoir à leurs besoins. L'Espagne préférait renoncer aux avantages précieux qu'elle en avait retirés, afin de consacrer tous ses efforts à une lutte qui lui acquérait une gloire immortelle, quel qu'en pût être le résultat. Nous ne prétendons pas assurément affaiblir la reconnaissance que l'Europe doit à la coalition des puissances qui ont détruit la tyrannie dont elle était accablée; nous admirons leurs efforts; nous dirons qu'elle a prodigué ses trésors et réuni ses armées sous un seul chef pour atteindre ce but : mais qu'il nous soit permis de faire observer que l'Espagne n'avait aucun gouvernement établi, qu'elle était dénuée de troupes et d'argent lorsque sa résistance a servi d'exemple.

Je n'entreprendrai point de justifier ici les Espagnols du reproche qu'on leur fait encore

d'avoir été sanguinaires ; je rappellerais des souvenirs odieux. En ouvrant les annales des peuples qui ont commis les mêmes excès, je montrerais que la situation topographique d'un empire ne l'empêche point de se souiller des mêmes horreurs.... Laissons ces tristes récriminations, n'en formons point un plan de justification; préservons-nous de cet esprit inquiet et turbulent qui porte les nations à changer de gouvernement pour favoriser l'ambition de quelques individus. Réfléchissons que, lorsque les souverains sont instruits des maux qui pèsent sur leurs peuples, on les a toujours vus disposés à y porter remède, et qu'ils l'ont fait sans violence et sans effusion de sang. Mais je sens que je dois finir mes observations, et que M. de Pradt aurait le droit de me reprocher d'usurper ses fonctions, et de me dire que c'est à lui de prêcher la doctrine de l'évangile.

OBSERVATIONS

SUR

QUELQUES ASSERTIONS FAUSSES

AVANCÉES SUR L'AMÉRIQUE.

JE sens tout le désavantage que je me suis donné en publiant tard mes *Observations*. Je ne puis répéter ce que d'autres ont relevé avant moi, et je suis réduit à glaner après eux dans les champs où ils ont moissonné (1). Lorsque j'eus fait la lecture de l'ouvrage de M. de Pradt, je fus quelque temps à chercher quelles étaient les sources où il avait puisé tous les matériaux qu'il a employés. Je ne pouvais croire qu'il se fût laissé guider par son imagination; et je comprenais encore moins

(1) M. Fauchat a publié des *Observations sur les ouvrages de M. de Pradt.* Il joint à une sage critique un excellent jugement et des connaissances exactes sur les colonies espagnoles. Je renvoie à cet ouvrage ceux qui désirent recueillir des notions positives sur les forces des insurgés. (*Voyez* le *Moniteur* du 25 septembre 1817.)

comment un ouvrage pouvait être en opposition avec les faits, donner de fausses notions de l'état actuel de l'Amérique, et s'élancer intrépidement dans l'avenir pour prédire à la république de Buénos-Ayres des triomphes faciles et certains. Je fus long-temps, je l'avoue, livré à ces recherches pénibles; mais, un jour je fus frappé d'un trait de lumière, et je découvris en un instant le guide de M. de Pradt, et la cause de ses erreurs. J'aperçus, dans un cabinet littéraire, une masse poudreuse que je m'empressai d'ouvrir : c'était un recueil des gazettes des insurgés. J'eus alors tous les documens historiques qui lui ont servi de base. Je me décidai aussitôt à ne plus m'attacher qu'aux réflexions, aux conjectures politiques, et à la partie de cet ouvrage qui était due à la sagacité de l'auteur plutôt qu'à ses recherches. C'est ce qui m'occupera maintenant uniquement, et je vais tâcher d'exposer les motifs qui me font douter que M. de Pradt ait prévu les résultats de cette insurrection, et son influence sur toutes les colonies espagnoles.

M. de Pradt nous assure que le roi de Portugal, en passant au Brésil, a renoncé à ses possessions européennes, et les a en quelque sorte dégagées de l'union dans laquelle elles

se trouvaient avant qu'il eût pris cette détermination.

Je ne sais si je me trompe, mais rien ne m'annonce que la cour du Brésil ait abandonné le Portugal sans retour. J'observerai que, si les plus riches propriétaires du Portugal ont accompagné leur souverain, ils ont cependant conservé des liens avec leur patrie; des intérêts positifs les y attachent; et je croirai difficilement qu'un prince, forcé par une position extraordinaire à s'éloigner d'un ennemi contre lequel il ne peut lutter, dégage trois millions de sujets fidèles des sermens qu'ils lui ont prêtés, pour aller exercer sa domination sur un autre hémisphère. Si ce souverain prenait cette résolution, il faudrait en même temps fonder des établissemens publics et particuliers, créer un état militaire, assurer ses frontières, et dans quelques lieux les reconnaître. Jamais il n'a annoncé de pareilles vues, et les alliances qu'il contracte aujourd'hui avec deux souverains d'Europe me serviraient de preuve qu'il tend, au contraire, à s'assurer des appuis sur notre continent.

Je conviens que la conduite de la cour du Brésil est enveloppée d'un voile que je ne me permettrai pas de soulever. Elle faisait naître

dans l'âme des habitans de Buénos-Ayres le criminel espoir qu'elle les soutiendrait dans leur révolte, pendant qu'à la même époque elle s'emparait de la partie septentrionale du Rio de la Plata, pour éloigner de ses frontières un esprit révolutionaire dont elle redoutait les progrès, et elle déclarait qu'elle conserverait cette province à l'autorité légitime. Ce langage est un peu différent de celui que lui prête M. de Pradt. Il affirme encore qu'Artigas eût *facilement* soulevé les nègres du Brésil. Je ne disconviendrai pas qu'il n'en eût le projet, et qu'il ne voulût allumer un vaste incendie comme à Saint-Domingue; mais, ayant été battu par l'armée portugaise, il n'a pu exécuter son plan, et nous n'avons aucun motif de croire qu'il eût réussi *facilement* dans son projet.

Nous ne croyons pas utile de répéter tout ce que nous avons dit plus haut pour prouver que Buénos-Ayres ne peut pas entreprendre de conquêtes; et si cette république se laissait égarer au point de se livrer à des vues ambitieuses, nous ne pensons pas qu'elle pût menacer de réduire sous son joug le Brésil. En effet, pourrait-on croire que sept mille hommes, dispersés dans le Tucuman, le Chili

et la province de Buénos-Ayres, mal payés, et considérés comme des brigands dans la plupart des provinces qu'ils occupent, puissent faire la conquête du Brésil, ou même lui donner des inquiétudes. C'est une opinion que nous sommes très-éloigné de partager.

Je ferai remarquer encore que M. de Pradt paraît convaincu qu'aussitôt que les Portugais auront évacué Monte-Video, cette ville s'empressera de se réunir à Buénos-Ayres, et de jouir des avantages qu'a su se procurer cette république. Je me bornerai à faire observer que, lorsque les Portugais s'approchèrent de Monte-Video, il y eut un parti qui proposa cette réunion. On avouera que le moment était très-favorable, et que le danger qui la menaçait aurait pu justifier cette ville de recourir à Buénos-Ayres pour obtenir des moyens de se défendre. Cependant ce parti ne put se faire écouter, et Monte-Video préféra ouvrir ses portes. Ceux qui connaissent la jalousie et la rivalité qui animent ces deux villes y verront l'explication de la conduite des habitans de Monte-Video.

Je sais combien les opinions politiques ont de force pour exciter les peuples au soulèvement. Des exemples nombreux me le prou-

vent ; et je n'ignore pas que plusieurs écrivains, par leurs talens et leur célébrité, ont trouvé des sectateurs dans les deux hémisphères. Je suis très-éloigné de nier l'influence que leurs écrits ont eue sur les peuples, et j'avouerai même que la révolution dans les idées précède toujours celle qui entraîne la chute des empires. Mais, si je compare la république de Buénos-Ayres à celle de Vénézuela, je vois qu'une cause particulière et plus puissante encore que celles que je viens d'établir a influé sur la révolution qui a eu lieu, et a établi une grande différence entre l'état de ces deux républiques. Dans la dernière, on a heurté les anciennes mœurs et les préjugés les mieux établis. Je déclarerai que les principes révolutionnaires y ont été plus exagérés, et ont eu par conséquent des effets plus fâcheux qu'à Buénos-Ayres ; mais, suivant moi, ce n'est point au caractère des Américains qu'il faut attribuer ces excès, mais à la facilité que les étrangers ont eue d'y pénétrer, à la plus grande proximité de l'Europe de cette colonie, et aux rapports plus faciles et plus rapprochés qui permettent à la république de Vénézuela de communiquer avec les Indes occidentales et les États-Unis. D'ailleurs la cupidité a tou-

jours entraîné plus de maux et de dévastation que la différence des opinions politiques; et malheureusement ce mobile a presque toujours dirigé tous les événemens qui ont eu lieu dans les colonies.

Lorsque Buonaparte porta la guerre en Espagne, un gouvernement central cessa d'exister. Chacun s'arma pour la défense de son pays; on se battit sur tous les points, mais il n'y eût plus aucune unité d'action. Chaque province nomma des députés, et forma une *junte* ou assemblée, qui dirigea les efforts de ceux qui combattaient pour leur patrie. Les colonies espagnoles en Amérique imitèrent la métropole, et, dans l'état d'isolement où elles se trouvaient, elles substituèrent des gouvernemens particuliers à l'ordre de choses établi autrefois. Chacune d'elles ne voulut point se soumettre à celles qui l'avoisinaient; et ces sortes de juntes donnant l'espoir aux ambitieux de s'emparer de l'autorité, et de recueillir tous les avantages qui dérivent du pouvoir, ils s'empressèrent de se faire investir des places qui furent créées, soit pour s'y maintenir, soit pour transiger un jour avec ceux qui voudraient rétablir l'ancien gouvernement. Aussitôt que ces juntes furent formées, elles cherchèrent à élec-

triser les esprits, feignirent d'être exposées à de grands dangers. Pour obtenir des impôts considérables, elles représentaient à des peuples simples les sacrifices que la patrie avait le droit d'exiger d'eux, et bientôt elles acquirent un plus grand ascendant que les souverains dont elles occupaient la place, et dont elles avaient paru vouloir maintenir les droits.

Il y eut sans doute plusieurs citoyens intègres et attachés à leur pays qui sentirent le danger auquel ils allaient être exposés sous de semblables gouvernemens; mais ils étaient désunis, dispersés, et ne pouvaient être appuyés par la métropole. Ils n'osèrent seuls entreprendre de lutter contre ceux qui s'étaient arrogés l'autorité, ou, s'ils tentèrent quelques efforts, ils furent impuissans et ils succombèrent. C'est ainsi que ces républiques se sont fondées, et qu'elles ont fait peser leur despotisme sur les habitans les plus considérés de ces provinces. C'est aux motifs et aux manœuvres que nous avons rapportées qu'il faut attribuer l'insurrection des colonies; et c'est ainsi que la cessation du gouvernement qu'elles avaient reçu de l'Espagne en a fait établir un dont elles gémissent. Il ne faut donc point reprocher aux mauvais traitemens des régences

et des cortès d'Espagne la défection de ces colonies; il faut encore moins supposer qu'elles seraient toujours restées dans l'ordre, si l'on eût reconnu les droits qu'elles réclamaient, et si l'on eût fait des concessions. La marche qui a été suivie est la plus naturelle; l'histoire en a mille fois offert le modèle, et rien n'est plus ordinaire que de vouloir proroger un pouvoir obtenu pour un temps limité et établi par des circonstances impérieuses.

Ceux qui attribuent à la déposition du vice-roi Yturrigaray la révolution des Américains commettent une étrange erreur; ils ignorent qu'elle entrait dans le plan des factieux. Mais don Gabriel de Quermo, aidé par les Oidorès, Alguirre et Bátaller, et par d'autres personnes distinguées, prévinrent l'incendie, et trois cents négocians vinrent à bout de couper le mal dans sa racine. Je suis très-éloigné de penser que le vice-roi et ceux qui demandaient ainsi que lui l'établissement d'une *junte* eussent le projet de manquer à leur devoir; leur conduite ultérieure a prouvé leur fidélité; mais, si l'on eût suivi le plan qu'ils proposaient, il est vraisemblable que les ambitieux se seraient emparés de l'autorité, et auraient ensuite cherché à la conserver, tant les idées

de pouvoir ont d'attrait pour le cœur humain.

Je crois convenable de relever ici deux erreurs qui ont été commises dans un ouvrage plein de sagesse et de modération. Le *correspondant*, dans sa neuvième lettre, s'est trompé sur les motifs qui se sont opposés à l'établissement d'une *junte* à la Havane. Aussitôt que l'on y fut instruit que la famille royale était prisonnière, les habitans jurèrent fidélité à leur légitime souverain. Ce mouvement fut prompt et unanime ; et quelques personnes ayant voulu proposer une *junte*, le comte de Casa Barreto s'y opposa avec force, et remit par écrit ses motifs au capitaine-général, marquis de Someruelos. Ils furent généralement approuvés, et l'on décida d'un commun accord que l'on conserverait le gouvernement établi jusqu'à cette époque. On aurait pu ajouter que Joseph Buonaparte avait envoyé des émissaires dans toute l'Amérique afin de determiner les colonies à le reconnaître. Un nommé Manuel Allaman fut surpris à la Havane, chargé de dépêches et d'instructions originales. Cette témérité lui coûta la vie.

La seconde erreur est sur l'expédition de

Brown envoyé dans la mer Pacifique. A la même époque où le directeur Alvarez gouvernait Buénos-Ayres, on avait promis une somme très-forte à l'aventurier Brown, qui avait contribué à la prise de Monte-Video. Mais au lieu de la lui donner, on lui proposa d'aller en course dans la mer Pacifique. Brown y consentit, et fit tous les préparatifs nécessaires pour cette expédition. Lorsqu'ils furent terminés, Alvarez hésita à donner à Brown l'ordre de mettre à la voile, et parut vouloir mettre quelque obstacle à une expédition qu'il avait jusqu'alors favorisée. Mais ce dernier, obsédé par ses créanciers et d'un caractère très-entreprenant, leva l'ancre et montra l'intention de partir, soit qu'on lui donnât l'assentiment de la république ou qu'on le lui refusât. Le directeur Alvarez, craignant que Brown ne revînt pas dans le port après sa croisière, se détermina à lui envoyer les patentes qu'il lui avait promises. Brown est parti, mais il n'a jamais reparu, soit qu'il ait craint d'être mal accueilli à Buénos-Ayres, soit par quelque autre motif.

C'est avec étonnement que j'ai lu dans ce même ouvrage que les villes de Guatemala, Puebla et Xalappa, ouvrirent leurs portes aux

insurgés. La vérité m'oblige à déclarer que ces villes ont toujours été fidèles à leur souverain légitime : il y eut une insurrection qui dura deux mois à peu près dans la nouvelle Espagne ; elle éclata dans la ville de Dolores. Ce fut un curé nommé Hidalgo qui se mit à la tête des révoltés. Il surprit Valladolid et Guanaxarato, et se présenta aux environs de México, à la tête de quarante mille hommes, parmi lesquels on comptait quelques troupes disciplinées qui avaient été séduites. Le vice-roi Vénégas, aidé par les habitans du Mexique, les dispersa, et le vaillant brigadier Truxillo les mit en fuite dans les champs de Las Cruces, quoiqu'il n'eût que huit cents hommes sous ses ordres, et que la plus grande partie fussent des Américains. Ces insurgés furent ensuite chassés ignominieusement de Guada-laxara et de Oaxaca, et s'enfoncèrent dans les bois.

M. de Pradt est dans l'erreur quand il avance que l'Espagne ne possède dans la vice-royauté de la nouvelle Espagne que les ports isolés de Vera-Cruz et d'Acapulco, tandis que toutes les villes, bourgs et villages lui sont restés fidèles, et que les rebelles sont retirés dans les bois ou dans les lieux hérissés de rochers, et ne peuvent être assimilés qu'à des bandits

qui nuisent au commerce et à la tranquillité du pays. J'aurais pu examiner le projet de M. de Pradt de former une marine américaine, son plan d'une alliance avec l'Europe contre l'Angleterre, et j'aurais pu également m'étendre sur l'idée de faire faire à l'Espagne des renonciations de quelques-unes de ses colonies, mais j'aurais craint, en entrant dans un examen si détaillé, d'abuser de la patience du lecteur. Peut-être même M. de Pradt eut-il été étonné de me voir attaquer sérieusement des plans qu'il doit à la fécondité de son imagination, et qu'il livre à son libraire, comme un romancier infatigable publie les aventures de son héros, en se réservant le droit d'en changer le dénoûment dans les éditions suivantes.

CONCLUSION.

Si l'on convient que l'insurrection des colonies espagnoles est causée par l'état de guerre où s'est trouvée la métropole; que, forcée à cette époque d'employer tous ses efforts pour se défendre, son gouvernement n'ayant aucun centre d'unité, il s'est établi une désunion dont nous voyons les tristes effets, on sentira que l'Espagne seule peut rendre la tranquillité à ces colonies, et leur accorder tous les droits et les avantages qui lui paraîtront compatibles avec l'ancienne forme de gouvernement sous lequel elles ont long-temps prospéré. On ne pensera point à un congrès, puisqu'il est inutile de faire intervenir les puissances étrangères pour mettre en discussion ce qui n'est pas contesté, le droit qu'a l'Espagne de gouverner ses colonies suivant le mode le plus favorable à ses intérêts; on observera que le congrès de Vienne était nécessaire pour fixer de nouvelles limites à des états qui pendant vingt-cinq années avaient éprouvé des changemens de domination, et qui avaient été

successivement la proie des vainqueurs, tandis qu'au contraire les colonies espagnoles ont été en rébellion, et non pas asservies. Je crois même qu'il est d'un intérêt général pour l'Europe de ne point consacrer un principe révolutionnaire dans un pays où tous les peuples de l'Europe ont des colonies, puisqu'elles éprouveraient tôt ou tard combien de pareils exemples sont contagieux (1).

Ceux qui veulent montrer aux Anglais tous les avantages qu'ils peuvent retirer de l'insurrection des colonies espagnoles ne considèrent pas que l'Angleterre voit décroître dans une proportion égale les bénéfices qu'elle retirait de son commerce avec la métropole, et que des relations commerciales fixes et permanentes sont plus utiles que des rapports éphémères avec des pays insurgés, puisque des armes ou des munitions de guerre n'offriront jamais au commerce que de faibles débouchés. D'ailleurs, je crois superflu d'indiquer

---

(1) Je crois que non-seulement l'Europe devrait réunir ses efforts pour faire rentrer les colonies insurgées sous la domination de l'Espagne, mais que les mêmes motifs devraient la déterminer à seconder la France pour qu'elle pût reprendre possession de Saint-Domingue.

à une nation aussi éclairée ses véritables intérêts commerciaux, et de lui tracer la ligne qu'elle doit suivre. Je suis également convaincu que les États-Unis d'Amérique trafiquent avec plus d'avantage avec la Havane que dans les lieux où l'insurrection a éclaté. Si je supposais que ces pays pussent conserver leur indépendance, je penserais que les États-Unis devraient craindre de trouver un jour en eux des rivaux, et que leurs intérêts cesseraient bientôt de leur être communs; mais je ne pense point à assimiler ce qui n'a aucune analogie.

Je dois reconnaître ici que j'ai un motif puissant d'inspirer plus de confiance dans mon opinion que tous ceux qui ont écrit sur les colonies. Je ne dirai point seulement que j'ai été témoin de leur insurrection; je ferai un aveu plus pénible encore; je déclarerai que j'ai pris part à ces troubles, et, qu'égaré par des idées libérales, j'ai suivi quelque temps la route de l'erreur. Je crois que l'on peut toujours exprimer le regret de ses fautes et en témoigner son repentir. Je dis avec la même sincérité que l'ambition et la cupidité se sont réunies aux idées révolutionnaires pour désoler ce beau pays et aggraver les maux qui pèsent sur lui. Je forme des vœux pour que ceux qui ap-

plaudissent aux prétendus succès des insurgés, et jugent de l'état moral et politique de l'Amérique, acquièrent des connaissances positives de ce pays, des lois qui l'ont gouverné, et de la situation où il est maintenant. Je leur rends trop de justice pour n'être pas convaincu qu'ils changeront d'opinion et s'empresseront de publier qu'ils se sont trompés.

Je sens que les observations que j'ai faites seraient incomplètes, si je n'indiquais pas les mesures que l'on peut prendre pour faire rentrer les colonies espagnoles sous la domination qui les a fait si long-temps prospérer.

Les efforts des puissances alliées n'auront pas atteint le but tant qu'il existera un pays en proie aux guerres civiles et soulevé contre son souverain légitime. Si un sentiment d'indifférence favorisait un commerce entre l'Angleterre et les insurgés, et si, sous leur pavillon, des pirates continuaient à infester les mers et à empêcher la libre communication de l'Europe avec l'Amérique, les maux qui résulteraient de cet ordre de choses seraient incalculables, et pourraient devenir un jour très-difficiles à réprimer. Les États-Unis d'Amérique ont favorisé les insurgés, leurs ports leur ont servi d'asiles, et des armemens pour

Texar, la Nouvelle-Espagne et l'Amérique méridionale, sont sortis de leurs rivages. L'Angleterre a paru les soutenir moins ouvertement; cependant elle ne peut nier que les insurgés n'aient reçu d'elle des munitions de guerre. Si cette puissance voit en eux des rebelles, comment le négociant anglais Steples se trouve-t-il revêtu à Buénos-Ayres du titre de consul britannique? Pourquoi paraît-il avec l'uniforme diplomatique, entouré d'officiers anglais dans toutes les cérémonies publiques? Je ne puis déclarer qu'une pareille conduite annonce *une scrupuleuse indifférence*, et je ne vois que les États-Unis qui suivent le même système. Je n'aurais pas fait cette remarque, s'il n'était de notoriété publique que don Louis de Onis a fait, à différentes époques, des réclamations infructueuses à cet égard, et les a remises au président des États-Unis.

Il me semble que les puissances européennes pourraient déclarer que les colonies espagnoles font partie intégrante de la monarchie, que le principe de la légitimité reconnu à Vienne devrait servir de base dans l'autre hémisphère comme dans celui-ci, et que le traité de la sainte-alliance, ayant pour but d'assurer l'ordre et la tranquillité entre les nations, les

colonies espagnoles auraient le droit d'en ré clamer les bienfaits.

Si à de pareilles mesures on joignait une amnistie entière envers tous ceux qui ont pris part aux troubles; si l'on indiquait les améliorations que l'on a le projet d'introduire dans l'administration; si l'on donnait plus de facilité de commercer avec les puissances européennes; et si enfin on fixait un délai aux insurgés pour rentrer dans le devoir, je ne doute point que l'Espagne ne vît promptement ses colonies reconnaître son autorité.

On sent qu'il serait nécessaire d'user de rigueur envers tous ceux qui refuseraient de se soumettre. C'est alors que l'Europe aurait le droit d'exercer une sévère justice. Elle recueillerait aussitôt le fruit de sa puissante médiation. Les insurgés, n'osant plus compter sur l'appui de l'Angleterre, s'empresseraient de déposer les armes. Le commerce fleurirait de nouveau, l'industrie se ranimerait, l'exploitation des mines cesserait d'être suspendue, des pirates n'infesteraient plus les mers, et l'on n'offrirait plus d'asile à des déserteurs et à ceux que leurs crimes et leurs brigandages repoussent de la société. L'Angleterre elle même retirerait de plus grands avantages d'un com-

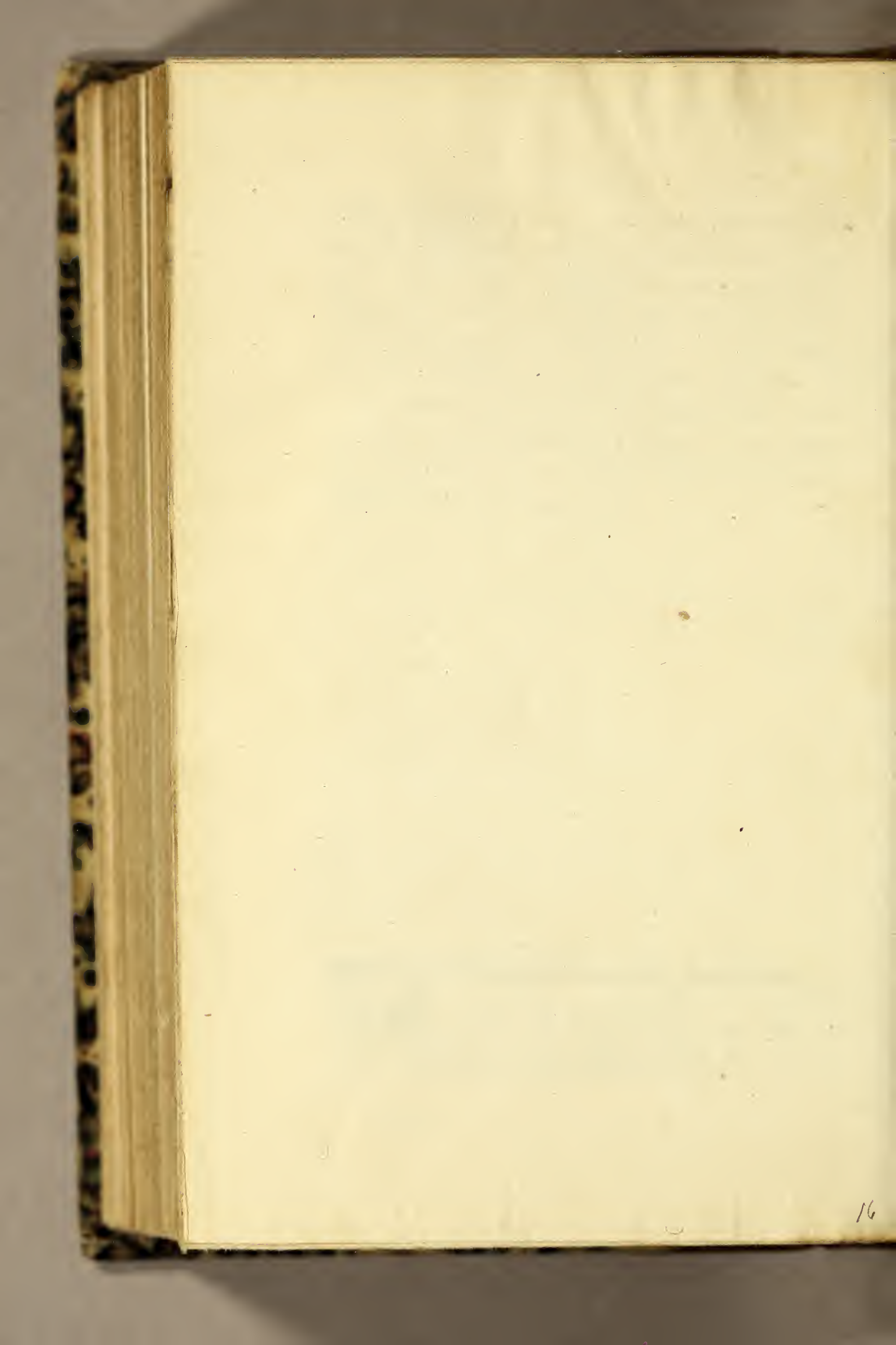
merce fait publiquement que d'une contrebande honteuse , et elle aurait la gloire d'avoir contribué au rétablissement de l'ordre. L'honneur, la morale et l'humanité deviendraient la base de la politique : cette science serait alors un bienfait.

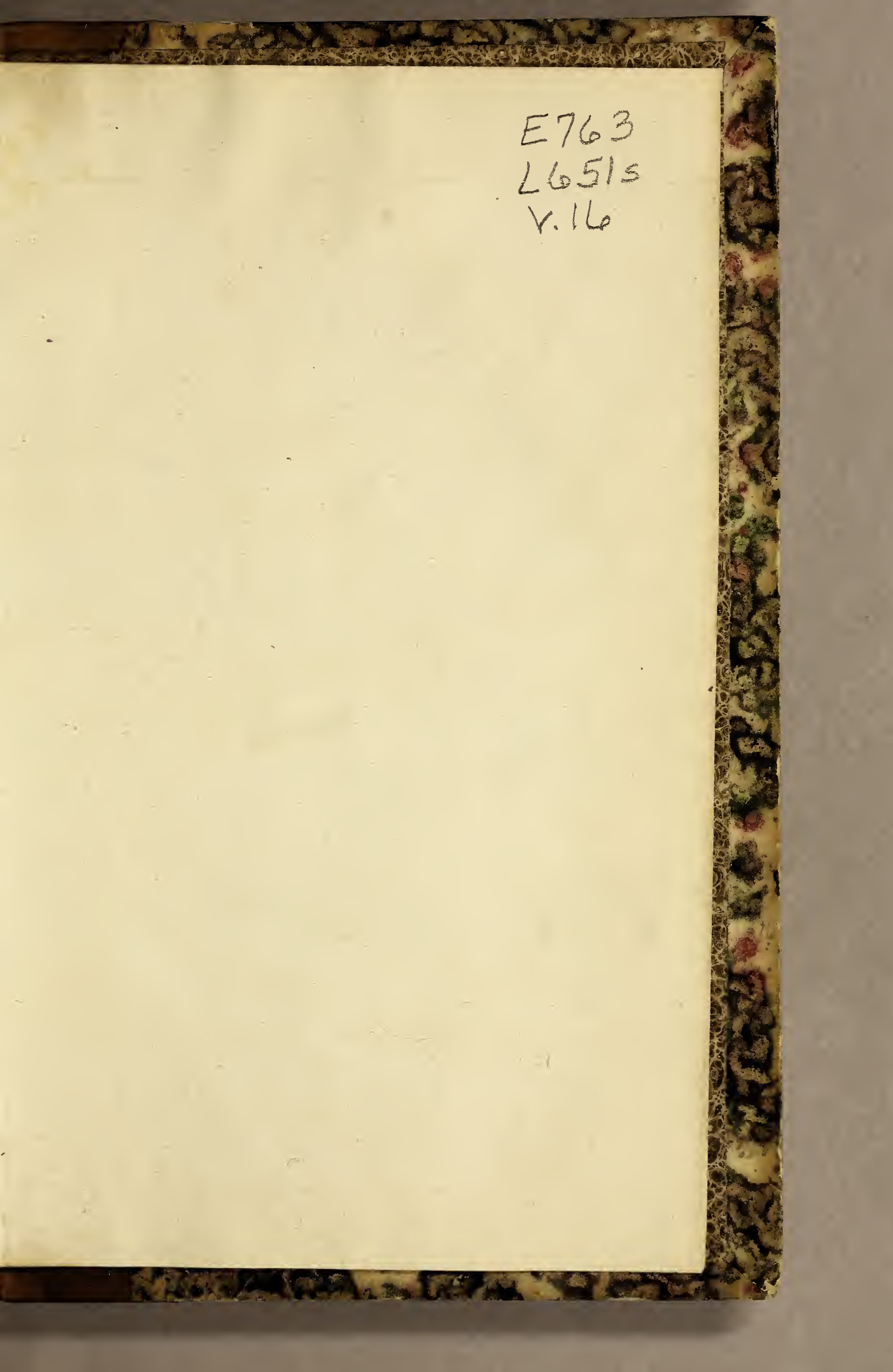
L'amour de mon pays m'a servi de guide ; il a pu seul me déterminer à prendre la plume. Je sais que ce motif ne me préservera pas de reproches : ceux qui partagent les sentimens des indépendans me regarderont comme un homme servile, et me trouveront imbu de préjugés ; mais ceux qui me liront sans prévention me rendront plus de justice ; ils partageront mes sentimens, ils uniront leurs vœux aux miens, et ils verront que la tranquillité de l'Amérique est aussi essentielle au bonheur de l'Europe qu'à sa gloire.

FIN.

rẽ
in
ſu
co

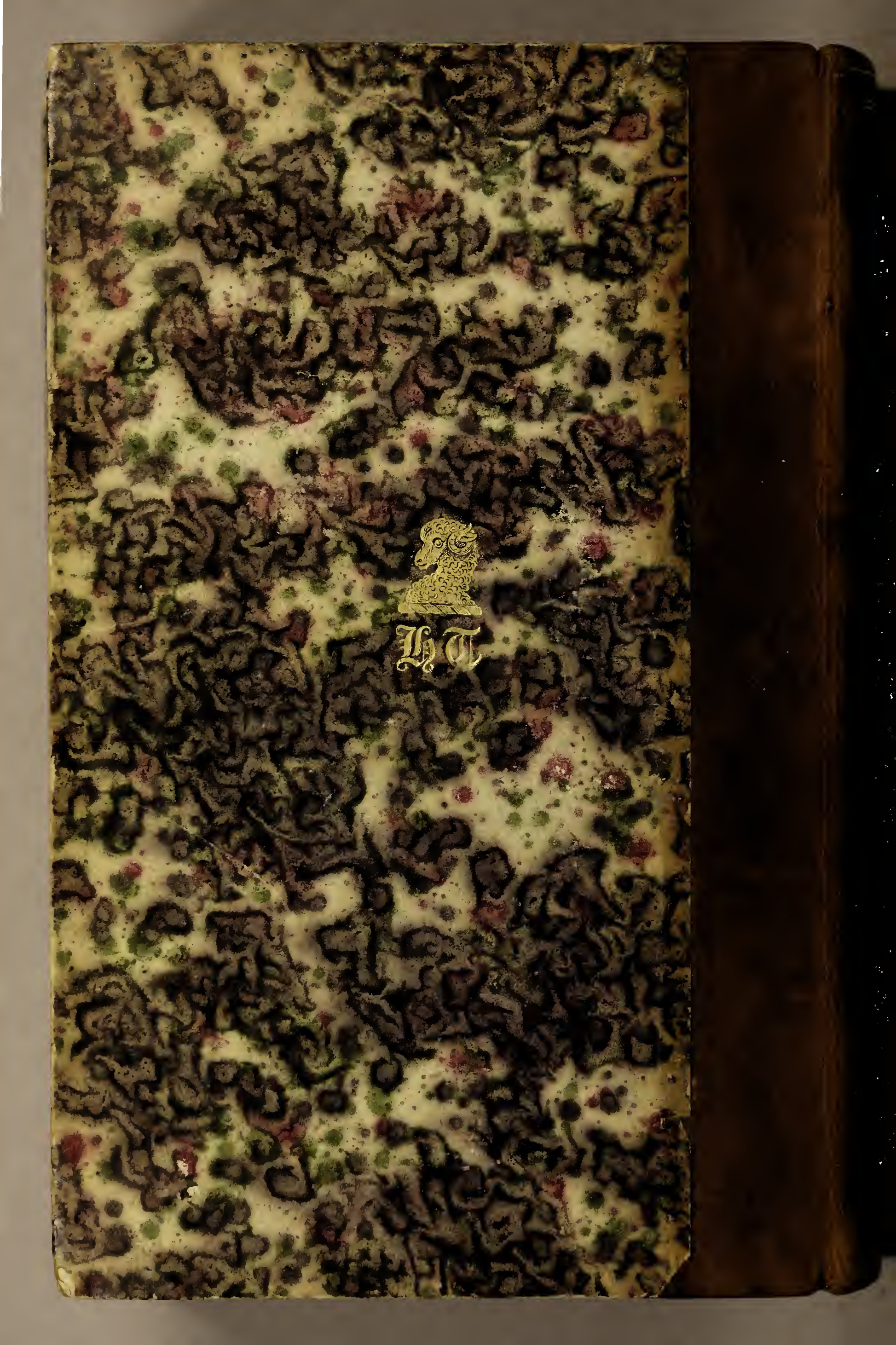
&
ne
m
co
bi




E763
L651s
v.16






HT